Utilisation de la monnaie chinoise pour le paiement des importations provenant de Chine

Par Badreddine Nouioua

La Banque centrale a adressé, le 18 novembre 2015, aux banques commerciales intermédiaires agréées une note dans laquelle elle leur demande d'utiliser la monnaie chinoise, appelée renminbi (RMB) ou yuan, pour le paiement des importations de Chine, que ces importations portent sur des biens ou des services. Il est indiqué aux banques qu'elles doivent à cet effet avoir des comptes auprès de leurs correspondants bancaires à Hong Kong en monnaie chinoise offshore (CNH)

. En même temps elles sont invitées à aviser leurs clients qu'ils exigent que la facturation des importations en provenance de Chine soit libellée désormais exclusivement en CNH. Auparavant, elles l'étaient en dollars américains essentiellement.

La mise en application de ces instructions a commencé en principe au cours du mois de décembre 2015 et sera généralisée au début de 2016. Mais tout dépend en fait de la diligence des banques commerciales à mettre en place le dispositif permettant des relations fluides avec leurs correspondants en Chine.

Deux raisons sont à l'origine de cette nouvelle orientation :

1- la première tient au fait que le RMB occupe maintenant la quatrième place en tant que monnaie de paiement dans le monde. Il se situe derrière le dollar américain qui représente 44,8% des échanges internationaux, l'euro 27,2%, la livre sterling 8,5%. Le RMB, quant à lui, constitue un pourcentage de 2,8%. Sa progression, bien que modeste encore, est très rapide. En 2012, il était classé 12e avec une part de 0,84% seulement. La Chine est devenue le premier exportateur du monde et le second importateur. C'est ce qui explique cette évolution qui s'est faite d'une manière graduelle. La monnaie chinoise était soumise à un contrôle de change. Puis elle est devenue à la suite de différentes mesures totalement convertible en ce qui concerne les transactions commerciales. Les opérations de capital (investissements directs étrangers (IDE) dans les deux sens, à l'intérieur et en dehors de la Chine, les prises de participations, les opérations de Bourse, etc.) bien qu'elles aient fait l'objet de plusieurs assouplissements ne seront entièrement libéralisées qu'au cours des années à venir. Depuis 2009, l'espace d'utilisation du RMB ne cesse de s'élargir. Celui-ci tend également à devenir de plus en plus une monnaie de réserve. A la fin de l'année 2014, 50 pays l'ont adopté en cette qualité. D'autre part, la monnaie chinoise fera partie, à partir du 1er octobre 2016, du panier des droits de tirage spéciaux (DTS), monnaie de compte du Fonds monétaire international (FMI). Une fois incluse dans ce panier, elle deviendra avec le dollar américain, l'euro, la livre sterling et le yen, la cinquième monnaie de sa composition. Le RMB viendra en troisième position dans le panier, après le dollar qui en représente 41,793%, l'euro 30,93% et il aura un poids de 10,92%. En même temps, il sera détenu, en temps que monnaie de réserve, par les 188 pays membres du FMI.

L'évolution en question sert, bien entendu, les intérêts politiques et économiques de la Chine, laquelle a réussi à promouvoir le RMB pour être une des principales monnaies des transactions commerciales et financières dans le monde ainsi qu'une monnaie de réserve, ce qui renforce son statut sur le plan international. Elle se libère de la sorte de la tutelle du dollar et limite les risques de change résultant de sa volatilité. En se faisant payer dans leur monnaie nationale, les entreprises chinoises exportatrices réduisent leurs frais et contrôlent mieux leurs prix et leurs profits.

2- La deuxième raison qui est à l'origine de la décision de la Banque centrale de retenir la monnaie de la Chine en tant qu'instrument de paiement des importations provenant de ce pays est le poids que ce dernier a pris dans les échanges commerciaux avec le nôtre. La Chine est devenue le premier exportateur vers notre pays. En 2014, les importations de biens effectués par les opérateurs algériens à partir de la Chine ont atteint 6,5 milliards de dollars, soit 11% du total des importations de marchandises. Les importations de services se sont élevées à 612 millions de dollars, soit 6% du total des importations de cette nature. Durant les 9 premiers mois de l'année 2015, les pourcentages des importations provenant de la Chine se sont accrus et ont représenté respectivement 12% pour les biens et 10% pour les services.

Le changement dans la monnaie de paiement va faire perdre à la Banque centrale l'avantage de payer directement les importations de Chine en dollars américains qui est la principale devise générée par les exportations des hydrocarbures. Elle va être emmenée à convertir une partie de ces ressources en dollars en RMB, qui vont constituer une des devises de ses réserves de change. De cette façon, elle peut répondre aux besoins des opérateurs pour payer leurs importations de Chine directement en monnaie chinoise. En procédant à l'ouverture des comptes en CNH auprès de leurs correspondants bancaires en Chine, nos banques commerciales vont réduire les commissions qu'elles supportent en recourant aux services des banques occidentales. Il leur appartient de négocier sérieusement les frais que réclameront les banques chinoises, et ce, pour défendre leurs intérêts et ceux de leurs clients.

En utilisant le CNH, elles n'auront pas à subir les risques induits par les fluctuations du dollar par rapport à cette monnaie. C'est la Banque centrale, mieux outillée pour le faire, qui aura à les assumer. La décision de la Banque d'Algérie comporte ainsi des avantages pour les importateurs qui s'adressent à la Chine, elle facilitera leurs opérations et en réduira le coût.

B. N.

Le populisme

Par Samir Bellal (*)

Face à la crise qui s'annonce, le populisme, idéologie qui accompagne la politique de développement menée par notre pays depuis l'indépendance, est, de nouveau, dans l'impasse. Entrée une première fois en crise vers la fin des années 1980, au point où beaucoup annonçaient son extinction proche, l'idéologie populiste a réussi ces dernières années, à la faveur du boom pétrolier, à reprendre peu à peu du terrain. Avec le récent contre-choc pétrolier, le populisme et la pratique économique qui en découle semblent devoir affronter une nouvelle crise dont l'issue est plus qu'incertaine.

Bien que le populisme soit une idéologie d'essence politique, c'est dans le domaine économique que ses manifestations sont, chez nous, les plus patentes et les plus néfastes. Refusant d'arbitrer les conflits de répartition dans le respect des lois inhérentes à la reproduction économique de toute société, la pratique économique populiste finit par ériger en règle de conduite la négation du conflit lui-même. De cette négation permanente a résulté une impasse économique dont on commence à peine à mesurer la gravité.

Fondée sur la négation du conflit politique et sur le refus de voir la société à travers les intérêts contradictoires qui la traversent et la divisent, l'idéologie populiste continue encore de façonner la politique économique de l'Etat, politique qui sert, par ailleurs (et jusqu'à quand ?), de principale source de légitimité pour l'élite politique au pouvoir.

Cependant, il convient de remarquer que si l'idéologie populiste a marqué de son empreinte toute la trajectoire économique et sociale du pays, trajectoire que l'on peut résumer en une tentative de construire une économie à l'abri et à l'encontre des lois du marché qui divise, c'est sans doute parce que le pays disposait de suffisamment de ressources pour faire face aux coûts que la négation du conflit économique ne manqua pas de générer. Tant que les revenus du pétrole étaient disponibles en quantités suffisantes, l'Etat ne voyait pas la nécessité de réformer sa façon de conduire les affaires économiques du pays, et l'idéologie populiste continua de servir de fondement solide et exclusif à la politique de développement.

L'intrusion du marché

Fondamentalement, le populisme voudrait soustraire au marché le rôle de réguler les échanges car le marché est perçu comme source d'exclusions et d'antagonismes. Le populisme voudrait supprimer tous les prix pour que les hommes obéissent au politique.

La crise de 1986 est, de ce point de vue, un événement majeur dans l'Histoire économique du pays. Elle imposera fatalement un renoncement au contrôle des prix et une suite d'ajustements douloureux qui, pour le moins, vont à l'encontre de ce que préconise la conception populiste de l'économie. Les difficultés économiques de l'époque n'ont pas tardé à mettre à rude épreuve tout l'équilibre politique et idéologique qui a prévalu jusque-là au point où d'aucuns voyaient dans les ajustements qui ont suivi une rupture systémique avec le modèle économique antérieur. Bien que la période fût, à bien des égards, très féconde en changements économiques et sociaux, le discours officiel, lui, peinait singulièrement à prendre des contours nouveaux dans son expression formelle. L'idéologie populiste avait incontestablement perdu du terrain, mais sa transcription dans le débat économique maintenait toujours la thématique de la sauvegarde de l'indépendance économique nationale contre les menaces de l'extérieur. Durant toute la décennie 1990, le populisme était véritablement en difficulté. Mais c'était compter sans le retournement (heureux ?) de la situation sur le marché mondial du pétrole, marché dans lequel est puisée l'intégralité de la ressource économique du populisme.

L'intrusion du marché dans la régulation sociale n'a pas été sans exacerber le conflit de partage du surplus économique, en l'occurrence la rente, entre les différents protagonistes, acculant l'idéologie populiste dans ses retranchements ultimes que sont le symbolique et les représentations. Mais ce conflit entre l'économie et le populisme est dynamique, et son issue incertaine.

L'expérience de réforme tentée durant les années 1990 et l'immobilisme institutionnel qui lui a succédé durant la décennie 2000 indiquent clairement que le populisme n'a pas été défait en tant qu'idéologie politique prééminente. Avec les ressources abondantes que le pays a engrangées grâce au pétrole, il semble que cette idéologie a retrouvé ces dernières années les moyens financiers qui lui ont permis de continuer à marquer de son empreinte l'action économique de l'Etat.